

# L'avenir de la gouvernance des migrations

**Nous vivons dans un monde en rapide évolution, hyper-connecté, où les marchandises, les capitaux et les personnes sont plus mobiles que jamais. Pourtant bien que les pays montrent une volonté de coopérer à l'échange des marchandises et des capitaux, la communauté internationale montre de son côté un faible appétit pour l'amélioration de la façon dont elle régit la mobilité humaine.**

Après les persécutions à grande échelle et le déplacement de personnes durant la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants du monde ont eu le courage d'élaborer la Convention sur les réfugiés de 1951. Ce faisant, ils ont renoncé à une partie de leur souveraineté nationale – en acceptant le principe de non-refoulement – afin de promouvoir la solidarité mondiale envers les réfugiés. D'autre part, les dirigeants de pays ont considéré les migrations comme un problème qui pouvait être géré de façon ponctuelle, par des accords bilatéraux ou unilatéraux visant principalement à répondre aux besoins du marché du travail dans les économies développées. Rétrospectivement, il est maintenant clair que cette approche était insuffisante pour faire face à la montée en puissance de la mobilité humaine qui accompagne l'intégration économique régionale et mondiale. À propos des travailleurs étrangers en Suisse, le dramaturge suisse Max Frisch a observé une fois : « Nous avons demandé des travailleurs. Au lieu de cela, nous avons eu des personnes. » Il voulait dire par là que les migrants ne sont pas des marchandises qui peuvent être exportées ou importées et qu'ils ne doivent pas être exploités comme tels. Les migrants sont des êtres humains qui ont des droits. Ils sont motivés par une combinaison complexe de désirs personnels, de peurs et d'obligations familiales. De nombreux migrants sont à la recherche d'un emploi parce qu'ils sont passés à côté des bénéfices inégalement distribués de la mondialisation et qu'ils ne voient pas d'avenir pour eux-mêmes s'ils restent à l'endroit où ils sont. D'innombrables autres sont déplacés par des conflits ou par des catastrophes naturelles. Actuellement, les migrations sans contrôle menacent la stabilité géopolitique, imposent des contrôles

aux frontières et créent le chaos dans le monde entier. Les mécanismes actuels de gestion des migrations ont clairement échoué à répondre aux besoins actuels. Le monde a besoin d'un nouveau cadre de gouvernance global pour aborder toutes les questions relatives à la mobilité humaine. La réalisation de ce résultat est l'objectif principal du Bangladesh, où siège le Forum mondial de 2016 sur les migrations et le développement (Global Forum on Migration and Development – GFMD), dont le point fort a été la neuvième réunion du Forum annuel à Dacca le 12 décembre.

En 2015, dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations unies pour 2030, les dirigeants du monde se sont engagés à coopérer sur les questions de migration et à « faciliter des migrations ordonnées, sûres, régulières et responsables. » Les ODD reconnaissent la contribution positive des migrants à la croissance inclusive et au développement durable et il est grand temps que nos dirigeants traduisent leurs promesses en actes. Malheureusement, les gouvernements du monde entier sont préoccupés par la prévention des migrations et par la restriction des mouvements des personnes, plutôt que par la création de réseaux sûrs et dignes pour la mobilité humaine. Sans surprise, cette obsession du contrôle a eu peu d'impact sur les flux migratoires clandestins, parce qu'elle va à l'encontre du jeu des forces du marché et de l'impulsion propre aux aspirations personnelles. Les politiciens populistes ont tiré parti de la situation actuelle en politisant les migrations et les migrants comme des boucs émissaires pour des problèmes socio-économiques tels que le chômage, les contraintes qui pèsent sur les systèmes santé et la détérioration de la cohésion sociale. Mais tout espoir n'est pas encore perdu. Lorsque les dirigeants mondiaux se sont réunis au Sommet de l'ONU pour les réfugiés et les migrants le 19 septembre, ils ont réaffirmé les droits de l'Homme des migrants et se sont engagés à renforcer la gouvernance mondiale sur cette question. L'objectif principal de ce sommet a consisté en l'adoption à l'unanimité de la Déclaration de New York, qui est un engagement à développer deux conventions mondiales : de partager d'une part la responsa-

bilité d'accueillir les réfugiés et d'assurer d'autre part des migrations sûres, régulières et responsables. Le gouvernement du Bangladesh a proposé une deuxième convention en avril 2016. Cette convention, qui sera adoptée à une conférence intergouvernementale en 2018, offre une occasion historique d'améliorer la façon dont les gouvernements et les autres parties prenantes coopèrent sur les migrations. Construire des murs et faire preuve de discrimination envers les migrants et les réfugiés sur la base de leur origine ethnique ou de leur religion est contraire à l'ordre du jour des ODD de 2030, qui vise à libérer les gens de la pauvreté, à réduire les inégalités et à promouvoir la prospérité partagée. La communauté internationale doit maintenant s'assurer que les nouvelles conventions mondiales encouragent ces grandes ambitions. Cela exigera la mise en œuvre, de la part des gouvernements nationaux et des institutions de gouvernance mondiale, de politiques audacieuses qui facilitent les migrations de manière plus ordonnée. Il faudra également veiller à protéger les migrants et le droit des réfugiés, prévenir la discrimination ethnique ou religieuse et fournir une aide d'urgence en cas de besoin. Cela les encouragera à maximiser l'impact économique positif des migrants, à la fois pour leurs nouveaux pays et pour leur pays d'origine, tout en réduisant les coûts financiers et humains et en intégrant les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Afin de parvenir aux meilleurs résultats, les deux conventions mondiales devront se poursuivre de manière coordonnée et être considérées comme deux parties d'un cadre unique pour les migrations. En 2017, les gouvernements vont commencer à négocier les modalités de ce futur cadre. Ce dernier pourrait inclure une convention juridiquement contraignante, une déclaration politique de principes directeurs de conduite, des



Shahidul Haque.

engagements opérationnels sur des buts, des objectifs et des indicateurs de succès, associés à un mécanisme de suivi rigoureux. Il ne faut pas concevoir ces options comme étant mutuellement exclusives. Si la diplomatie l'emporte et si les modalités sont élaborées avec soin, on peut imaginer un résultat similaire à l'Accord sur le climat de Paris de 2015 : des engagements contraignants dans certains domaines, des principes directeurs non contraignants dans d'autres et une promesse partagée par les États membres de prendre des mesures concrètes et de faire part régulièrement de leurs progrès. Une telle approche peut contribuer à garantir l'efficacité de ces démarches. En tant que président du GFMD, le Bangladesh communiquera aux négociateurs les recommandations du sommet de Dacca. Nous allons faire pression en faveur d'un accord entre dirigeants politiques à la conférence intergouvernementale de 2018, en vue d'améliorer grandement la manière de gérer les migrations. Grâce à la coopération internationale, nous pouvons libérer le plein potentiel social et économique des migrations. Ce faisant, nous améliorerons la sécurité des migrants, les sociétés seront plus harmonieuses et les économies plus prospères. ■

Par Shahidul Haque, ministre des Affaires étrangères du Bangladesh et président en exercice du GFMD 2016

Les migrations sans contrôle menacent la stabilité géopolitique, imposent des contrôles aux frontières et créent le chaos dans le monde entier.

LE GROUPE BMCI RÉALISE AU 30 SEPTEMBRE 2016  
UN RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ EN HAUSSE DE 4,5%